



Rapport de la réunion stratégique des organisations de la société civile œuvrant pour la bonne gouvernance forestière



29 mai 2018

Hôtel Hippocampe, Brazzaville, République du Congo

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Sommaire

Acronymes et abréviations	3
Introduction	5
Présentations et discussions	5
Travaux de groupes.....	10
Conclusion et évaluation.....	16
Annexes	18

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Acronymes et abréviations

ACRN	Africa Community Rights Network
ADHUC	Association pour les Droits de l'Homme et l'Univers Carcéral
AFJC	Association des Femmes Juristes du Congo
APV	Accord de partenariat volontaire
CAJAC	Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne
CDN	Contribution déterminée au niveau national
CJJ	Comptoir Juridique Junior
CLPA	Communautés locales et populations autochtones
CODEPA	Comité Départemental REDD
CONAREDD	Comité Nationale Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
CNREDD	Coordination Nationale Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
CoNGOs	Collaboration d'ONG en faveur de moyens de subsistance communautaires équitables et durables dans les forêts du bassin du Congo
FGDH	Forum pour la gouvernance et les droits de l'homme
FLEGT	Application des réglementations forestières, gouvernance et commerce (en anglais Forest Law Enforcement, Governance and Trade)
ITIE	Initiative pour la Transparence des Industries extractives
MEF	Ministère de l'économie forestière

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





PFBC	Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo
PGDF	Plateforme pour la Gestion Durable des Forêts
OGDH	Observatoire congolais des droits de l'Homme
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
RC	République du Congo
RCA	République centrafricaine
REDD+	Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts
RPDH	Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme
SDC	Série de Développement Communautaire
UE	Union européenne

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Introduction

L'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH), la Rencontre pour les Droits de l'Homme (RPDH) et le Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH), appuyés par Fern, ont organisé le 28 mai 2018 à Brazzaville une réunion stratégique rassemblant les organisations de la société civile œuvrant en faveur de la bonne gouvernance forestière en République du Congo. L'objectif de cette réunion financée grâce par le projet CoNGOs (Collaboration d'ONG en faveur de moyens de subsistance communautaires équitables et durables dans les forêts du bassin du Congo) étaient d'effectuer une restitution de la tournée européenne des OSC des pays négociant ou mettant en œuvre un Accord de partenariat volontaire (APV), coordonnée par Fern en mars 2018 à Bruxelles et de discuter du suivi convenu ; d'identifier les priorités de plaidoyer au niveau national, régional et international des OSC congolaises en ce qui concerne 1) le respect des droits des communautés locales et autochtones, 2) la question de la gouvernance, y compris démocratique avec leurs impacts sur l'application des politiques publiques, 3) la conversion des terres forestières du fait du développement de l'agriculture et des mines, 4) l'exploitation illégale du bois et 5) la corruption ; de réfléchir sur les possibilités de renforcer des synergies pour des actions conjointes en faveur de la gouvernance forestière et climatique et de la promotion des droits des communautés. Les résultats attendus de cette rencontre étaient que les participants soient informés de la tournée européenne de plaidoyer, que les plateformes s'engagent à renforcer leur synergie pour des actions communes de plaidoyer et qu'une déclaration conjointe sur la vision des OSC relative aux enjeux de gouvernance des ressources naturelles soit adoptée.

La réunion a rassemblé une vingtaine de participants dont des membres des plateformes de la société civile (Plateforme pour la Gestion Durable des Forêts (PGDF), Cadre de Concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones (CACO REDD) et Publiez ce que vous payez (PCQVP) concernées par les problématiques de gouvernance forestière et climatique.

Présentations et discussions

Après le mot de bienvenue par André ITOUA du FGDH, Lilian Laurin BARROS du Comptoir Juridique Junior (CJJ) a présenté les objectifs, résultats attendus ainsi que le programme indicatif de la réunion. Après l'adoption du programme et des règles de bonne conduite de la réunion, un tour de table des participants a été effectué pour préciser leurs attentes.

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Présentation sur les enjeux de la gouvernance forestière en République du Congo

Pour planter le décor, un bref aperçu des enjeux liés à la gouvernance forestière a été proposé par Jacques OSSESSOU, Coordonnateur du Projet Forêt et Diversification Economique (PFDE). Dans sa présentation, il a rappelé les processus forestiers en cours en République du Congo, le projet de cartographie ainsi que les autres programmes et politiques dans le secteur forestier. Il a aussi abordé quelques défis en lien avec la gouvernance tels que la problématique de l'aménagement des forêts, l'implication effective des communautés locales et populations autochtones (CLPA) et de la société civile dans la gestion forestière, la certification, les ressources et capacités nécessaires pour la mise en œuvre des politiques publiques dans le secteur forestier, la conversion des terres forestières ainsi que l'accès à l'information en temps réel, la transparence, la légalité et la traçabilité du bois. Pour terminer, il a apporté quelques exemples d'appui aux communautés dans la cadre de la mise en œuvre du PFDE y compris l'élaboration de 15 plans simples de gestion des séries de développement communautaire (SDC), la promotion de la cacao culture et l'apiculture.

La présentation a suscité les réactions suivantes des participants :

Christian MOUNZEO de la RPDH est intervenu sur la question des enjeux liés à la corruption, l'accès à la justice, les recours et le traitement des plaintes ; Trésor NZILA de l'OGDH a souligné les faiblesses liées à l'application de la loi forestière, le degré d'implication des communautés dans les processus de réformes, les liens entre l'APV et REDD+. André ITOUA du FGDH a évoqué ses préoccupations sur l'amélioration réelle de la gouvernance forestière ; René BEMBA de la RPDH a évoqué les enjeux liés à la vulgarisation des textes de lois auprès des communautés. Bozire Clovin ASSEN ONTSOUO de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE) est intervenu sur le contexte lié à l'exploitation forestière, le niveau de corruption et de conversion des forêts. Calvin AMPIEH de l'OCBE –VERT a soulevé la question de la formation des éco gardes et l'exercice des droits d'usage des communautés.

Réponses aux questions posées

Le Coordonnateur du PFDE a répondu aux préoccupations des uns et des autres en apportant des clarifications sur les zones d'ombre soulevées par les participants. La plupart des préoccupations soulevées par les participants concerne les aspects liés à la corruption, le non-respect de la légalité ainsi que la question des conversions. Dans les réponses apportées aux différentes préoccupations, il a épinglé les opportunités d'amélioration de la gouvernance

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





forestière que représentent les différents processus forestiers en cours et la pro activité qui doit être le maître mot dans les actions de la société civile.



Présentation du Coordonnateur du PFDE

Contextualisation de la tournée européenne sur le plaidoyer

Dans sa présentation, Marie-Ange KALENGA a évoqué le contexte géopolitique et économique en Europe marqué par la crise migratoire et sécuritaire et la priorité accordée à la croissance et l'emploi, ce qui ne laisse pas une grande place à la question de la protection des forêts. Elle a évoqué l'importance des débats sur le climat y compris le lancement du dialogue multi parties prenantes de Talanoa, et ses déclinaisons en Afrique (Sommet Climate Chance en juin en Côte d'Ivoire). S'agissant des forêts, elle a mentionné la publication par la Commission européenne de l'étude de faisabilité sur la lutte contre la déforestation et le lancement prochain du programme de travail de l'Union européenne sur le Plan d'action FLEGT (acronyme anglais pour l'Application des réglementations forestières, gouvernance et commerce). Ainsi, a-t-elle suggéré de mieux utiliser les différents espaces d'engagement afin d'apporter des réponses concrètes face à tous ces défis.

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Contextualisation de la tournée européenne par Marie-Ange KALENGA de Fern

Restitution de la tournée européenne des OSC des pays APV du 5 au 14 mars 2018

Dans son exposé, Trésor NZILA a évoqué les questions brûlantes qui ont fait l'objet de discussions avec les représentants des institutions européennes et des Etats-membres (Parlement européen, Commission européenne, Coopération allemande et facilitateur du Partenariat pour les Forêts du bassin du Congo) qui ont porté notamment sur l'exploitation forestière illégale, la conversion des terres forestières (cas d'ATAMA Plantation et des sociétés minières en République du Congo), les question liées à la corruption, la question des réformes juridiques qui patinent, la nécessité d'améliorer la gouvernance démocratique et d'avoir des institution fortes.

Christian MOUNZEO a évoqué la raison du choix de Bruxelles pour mener cette campagne de plaidoyer en tant que centre névralgique des institutions européennes et le dialogue avec le ministère des Affaires étrangères français ainsi que les médias européens. Il a par la suite expliqué les objectifs de la tournée qui consistaient à faire un suivi des initiatives appuyées par l'Union européenne et transmettre les préoccupations de la société civile concernant la mise en œuvre du FLEGT et des engagements en faveur du climat. Il a enfin rappelé les éléments principaux de la [déclaration finale de Bruxelles des OSC publiée à http://fern.org/fr/DeclarationSocieteCivileRoleUE](http://fern.org/fr/DeclarationSocieteCivileRoleUE) ainsi que les principales perspectives et

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



leçons apprises que sont le partage croisé d'expériences entre pays aussi différents que le Cameroun, le Ghana, le Libéria, la République du Congo et le Vietnam, la compréhension commune des défis du moment, l'impact de l'exploitation des ressources naturelles par des sociétés chinoises dans toute l'Afrique et l'importance des médias dans le plaidoyer pour l'amélioration de la gouvernance forestière. Marie-Ange KALENGA a insisté sur l'importance des synergies entre organisations de la société civile qui est nécessaire pour une meilleure implication dans le dialogue avec les décideurs politiques et une prise en compte de leurs préoccupations.

Les participants ont discuté des expériences d'autres pays y compris celles de la société civile au Cameroun qui a mis l'accent sur l'accompagnement des communautés à les activités de suivi de la grille de légalité des forêts communautaires et celles de la République centrafricaine qui a rappelé l'importance des actions à l'endroit des parlementaires et de la synergie entre acteurs.



Vue d'ensemble des participants à la réunion

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



Travaux de groupes

Trois groupes de travail ont été mis en place pour réfléchir sur les enjeux, acquis, défis des processus APV/FLEGT –ITIE, REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et la dégradation des forêts) et du développement de la foresterie communautaire. Il s’agissait également pour chaque groupe de formuler des recommandations concrètes pour le renforcement de ces processus et d’identifier des priorités d’actions de plaidoyer communes.



Vue des travaux de groupes

Restitution des travaux de groupes

Groupe APV/ITIE

→ Les enjeux de l’APV

- La lutte de l’illégalité du bois
- L’amélioration de la gestion administrative
- L’application législation forestière
- Le renforcement de la gouvernance
- Le renforcement de la gouvernance, la transparence forestière et la redevabilité
- Le respect des droits des communautés locales et autochtones

→ Les acquis de l’APV

- La participation de la société civile
- Les réformes législatives

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



- L'Observation Indépendante des forêts
- La mise en place des institutions (organes de mise en œuvre de l'APV)
- Le renforcement de partenariat entre l'administration publique et les OSC

→ Les défis de l'APV

- L'implication effective des communautés
- La réduction de la conversion des forêts
- L'amélioration de la transparence
- La mise en œuvre des procédures de traçabilité du bois
- L'amélioration des conditions de vie des populations
- Les faibles synergies dans le suivi et la mise en œuvre de processus en cours entre les acteurs de la société civile
- La mobilisation des ressources financières

→ Recommandations au gouvernement

- Accélérer le processus des réformes (adoption des textes d'application)
- Réviser les grilles de la légalité du bois
- Intégrer les communautés dans les organes de la mise en œuvre de l'APV
- Adopter les textes d'application du code de transparence
- Entreprendre la réconciliation des recettes et paiement du secteur
- Finaliser le plan national d'affectation des terres
- Promouvoir une coordination de tous les processus en cours ITIE, APV et REDD+
- Publier les recettes et paiement de l'industrie forestière dans les rapports ITIE
- Redynamiser les organes de mise en œuvre de l'APV
- Renforcer les capacités de la société civile

→ Actions prioritaires de la société civile

- Mettre en place un cadre de concertation (actions conjointes) par les OSC pour le plaidoyer et le suivi des processus
- Plaider pour l'accélération du processus des réformes (adoption des textes d'application)
- Demander la finalisation du plan national d'affectation des terres
- Encourager l'adoption des textes d'application du code sur la transparence
- Promouvoir une coordination de tous les processus en cours (ITIE, APV et REDD+)

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Composition du groupe: Trésor Nzila, Nina Yombo Kiyindou, Alban Ntsiete (OCDH), Clovin ASSEN (ITIE), Bled Louzala (CAGDF), Michelin Ndjia (ACEEM).

Groupe foresterie communautaire

→ Les enjeux de la foresterie communautaire :

- Mécanisme de partage des bénéfices au profit des CLPA
- Préservation des droits fonciers coutumiers des CLPA
- Lutte contre la pauvreté des CLPA
- Lutte contre l'exploitation illégale des forêts

→ Les acquis de la foresterie communautaire

- Prise en compte de la foresterie communautaire dans l'avant-projet de loi portant régime forestier en République du Congo
- Appropriation de la foresterie communautaire par la société civile qui est en mesure d'accompagner les CLPA
- Adhésion des CLPA à la foresterie communautaire

→ Les défis de la foresterie communautaire

- Adopter et promulguer la nouvelle loi forestière
- Stimuler la volonté des autorités politiques
- Identifier un modèle de foresterie communautaire efficace et adapté au contexte congolais
- Prévoir la disponibilité des terres pour les forêts communautaires

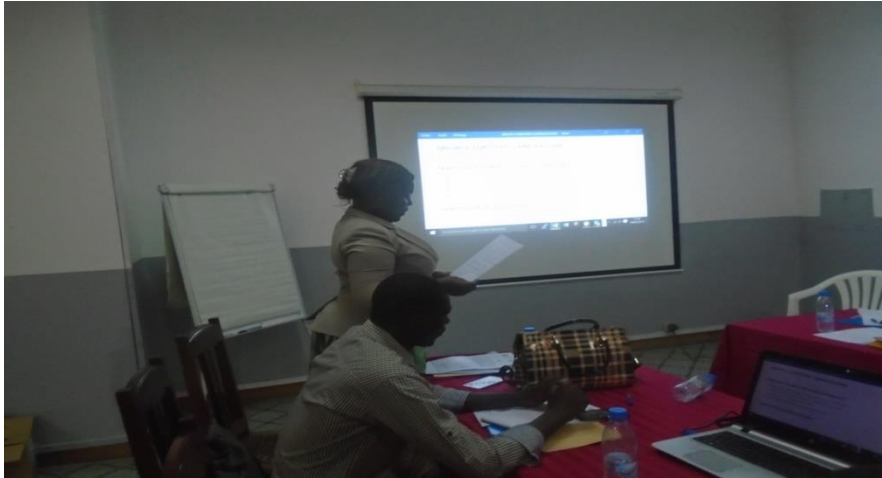
→ Recommandations au gouvernement

- Promulguer dans les meilleurs délais la nouvelle loi forestière
- Encourager la mise en œuvre des expériences pilotes de foresterie communautaire
- Encourager la mise en œuvre de la feuille de route de Brazzaville sur la foresterie participative
- Sécuriser les terres à vocation communautaire dans le plan national d'affectation des terres et dans les plans d'aménagement forestier

Composition du groupe : Composition du groupe : Lilian Barros (CJJ), Maixent Agnimbat Emeka, André Itoua (FGDH), Jean Nganga (ADPPA), Batsimba Tondo Joel (ADHUC), Loubaki Orlove (AFJC), Rhomel Obemi (Commission Justice et Paix).

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Présentation de groupe

Groupe REDD+ et Climat

→ Les enjeux de REDD+ et des actions climat

- Le Congo a pris des engagements depuis 2008 pour lutter contre le changement climatique et accompagner la diversification économique. Si la REDD+ est respectée, les bénéfices à travers la lutte contre la pauvreté peuvent être significatifs.
- Sommets organisés par le Congo sur le Fond Bleu par exemple montrent volonté affichée du pays sur les questions environnementales.
- Rôle des OSC est d'appuyer ces processus.
- Protection des forêts et de la biodiversité du bassin du Congo est une préoccupation mondiale.
- L'intégrité du processus est importante notamment pour l'effectivité des sauvegardes sociales et environnementales.
- Question du foncier forestier se pose avec acuité y compris l'accès des femmes à la terre.
- Synergies entre la REDD+ et les autres politiques ayant un impact sur les forêts (climat).
- Encourager les bonnes pratiques existantes et les capitaliser dans le cadre du processus REDD+.

→ Les défis de la REDD+ et des actions climat

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



- Mauvaise connaissance de la REDD+ en particulier faiblesse de la sensibilisation publique des communautés et du partage de l'information qui ont connu beaucoup de ratés ; faibles capacités des comités départementaux REDD+ (CODEPA). Centralisation poussée de la sensibilisation au niveau de la Coordination REDD (CN REDD) alors que les OSC auraient pu faire ce travail.
- La République du Congo est avancée dans le processus REDD+, il est important que toutes les parties prenantes soient bien informées des enjeux de la phase d'investissements.
- La cacao culture est envahie par les néoruraux disposant de moyens financiers qui se sont accaparés les SDC. Le focus sur le cacao n'était pas le bon.
- Les mécanismes de gestion des plaintes, de partage des bénéfices et le système d'informations sur les sauvegardes ne sont pas encore opérationnels.
- Le fait d'avoir sélectionné tous les départements pour généraliser le processus n'était pas judicieux avant d'effectuer des tests.
- L'absence de réel partage d'expériences entre les différents départements forestiers sur la REDD+.
- Les nouveaux codes ne sont pas encore adoptés (forestier, minier, environnement).
- Les textes d'application sur le code de transparence en souffrance.
- L'absence de textes d'application de la loi sur les populations autochtones.
- La loi sur les ONG en passe d'être promulguée qui va restreindre la liberté d'action et d'expression de la société civile.
- La corruption généralisée et l'impunité en dépit des engagements politiques au plus haut niveau.

→ Les acquis de la REDD+ et des actions climat

- La RC dispose d'une instance de décision la Commission Nationale REDD (CONAREDD) qui regroupe toutes les parties prenantes.
- Au niveau départemental, création des CODEPA.
- L'avant-projet de code forestier.
- L'APV/FLEGT y compris l'observation indépendante.
- La certification forestière.
- Les institutions de contrôle (observatoire et commission anticorruption).
- Loi anticorruption, code sur la transparence.
- Loi ITIE y compris l'obligation de transparence des revenus et intégration du bois.

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





- Les outils REDD+ tels que la stratégie nationale, le plan d'investissement, le document sur les sauvegardes et le plan de communication.
- Institutions : CONAREDD et CODEPA.
- Les engagements internationaux et régionaux.
- L'intégration des forêts dans les contributions déterminées au niveau national (CDN).

→ **Recommandations au gouvernement**

- Renforcer la sensibilisation sur le processus REDD+ afin que toutes les parties prenantes y compris les CLPA soient informées des enjeux de la phase d'investissement et puissent faire un suivi effectif de sa mise en œuvre.
- Appuyer l'observatoire indépendant sur la REDD+.
- Procéder à une véritable réconciliation des revenus forestiers dans l'ITIE en lieu et place de la déclaration unilatérale actuelle.
- Intégrer le mécanisme CAJAC au mécanisme de gestion des plaintes de la REDD+.
- Adopter de façon urgente les textes d'application du code et du comité de transparence.
- Adopter de façon urgente les codes forestier et minier révisés.
- Renforcer la législation sur la lutte contre la corruption.
- Renforcer la protection et la liberté d'association des acteurs de la société et des lanceurs d'alerte par un texte spécifique.
- Adopter de façon urgente les outils REDD+ en souffrance.
- La réforme de l'aménagement du territoire doit traiter de façon prioritaire la question de la superposition des usages et des droits fonciers des communautés.
- Diligenter un processus de réforme foncière pour clarifier les droits fonciers coutumiers des CLPA.
- S'assurer que la société civile puisse participer au processus d'élaboration des lois qui ont un impact sur ses activités notamment la réforme sur le foncier, l'internet et les télécommunications.

→ **Actions prioritaires pour la société civile**

- Effectuer une étude sur l'impact de la corruption dans le secteur forestier.
- Appuyer la société civile pour la rédaction d'une note de position sur le foncier à partir de l'indice foncier sur le Congo réalisé par l'Africa Community Rights Network (ACRN).

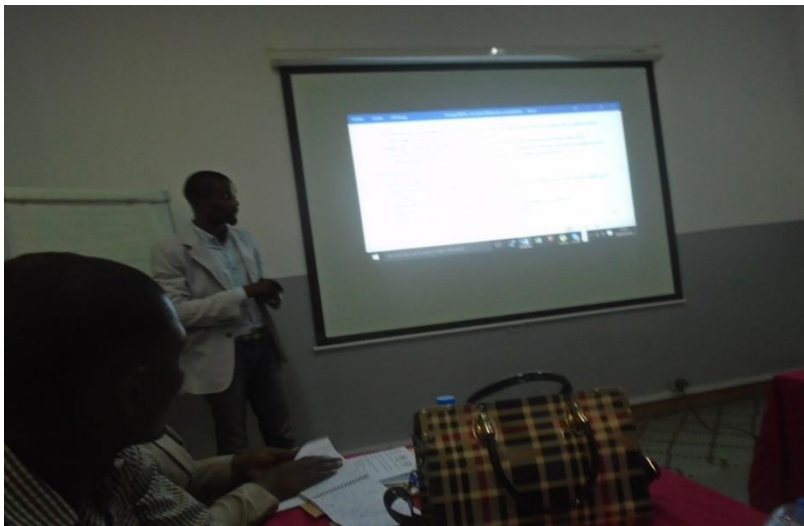
Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





- Réaliser des actions de sensibilisation sur la REDD+ dans localités pilotes.
- Organiser une conférence-débat sur la pertinence des outils REDD+ en souffrance.
- Relancer les ateliers de renforcement des capacités sur l'Observation Indépendante REDD.

Composition du groupe : Christian MOUNZEO et Darnel (RPDH), Bonnaventure Jasmin Mbemba (CACO REDD composante autochtone), Rhomel OBEMI (Justice et Paix), Calvin Ampeh (OCBE Vert), Marie-Ange Kalenga (Fern).



Présentation de groupe

Conclusion et évaluation

Les participants ont apprécié la qualité des intervenants, la pertinence des thématiques abordées, la modération, la richesse des échanges, la tolérance, la mise en commun entre organisations membres des plateformes, le respect du règlement de l'atelier, le profil croisé des participants, la bonne organisation logistique et la liberté dans les prises de parole.

Cependant, les participants ont trouvé le temps trop limité (une seule journée), ce qui a entraîné des débats trop rapides, ainsi que l'absence de certaines personnes ressources.

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





En conclusion, la réunion stratégique des organisations de la société civile œuvrant pour la bonne gouvernance forestière a constitué un grand moment d'échanges entre les organisations membres des plateformes actives sur la gestion durable des ressources naturelles, principalement les forêts, un véritable moment d'apprentissage avec la participation des personnes ressources de Fern, du CED, du CIEDD, et du PFDE. La réunion stratégique a été aussi un laboratoire qui a permis aux différents acteurs d'identifier les enjeux, les défis et les recommandations pour renforcer les processus de gouvernance en cours visant à améliorer la gestion des forêts et protéger les droits des populations locales. Les participants ont souligné dans l'évaluation que cette réunion a été une grande réussite. Des initiatives similaires méritent d'être soutenues pour créer une véritable synergie entre acteurs de la société civile.

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Annexes

Termes de référence

Réunion stratégique de la société civile congolaise œuvrant pour la bonne gouvernance forestière

29 mai 2018, Brazzaville

Contexte et justification

La lutte contre l'exploitation illégale des forêts et les changements climatiques, constituent des défis planétaires. Des mécanismes pour une meilleure gouvernance des ressources forestières tels que l'Accord de Partenariat Volontaire (APV) dans le cadre de l'Application des Réglementation Forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux (FLEGT), la Réduction des Emissions Déforestation et Dégradation (REDD+) et l'Initiative pour la Transparence et dans les Industries Extractives. L'Union européenne, l'un des pionniers dans le soutien à la mise en œuvre de ses processus a accordé une place de choix à la participation des acteurs non étatiques parmi lesquels figurent les organisations de la société civile (OSC).

Ainsi, avec l'appui de l'organisation Fern, deux organisations congolaises dont l'Observatoire congolais des droits de l'Homme (OCDH) et la Rencontre Pour les Droits de l'Homme (RPDH) ont été invitées à participer à une série de réunions et d'échange avec les acteurs clés concernés par la problématique de la gouvernance forestière en Europe au mois de mars 2018.

Les deux organisations ont eu l'occasion de présenter les préoccupations des organisations de la société civile congolaise en ce qui concerne 1) le respect des droits des communautés locales et autochtones, 2) la question de la gouvernance, y compris démocratique avec leurs impacts sur l'application des politiques publiques, 3) la conversion des terres forestières du fait du développement de l'agriculture et des mines, 4) l'exploitation illégale du bois et 5) la corruption.

Au retour de cette mission de plaidoyer, OCDH et RPDH en collaboration avec Fern et le Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme (FGDH) se proposent d'organiser une réunion stratégique à Brazzaville avec d'autres organisations et plateformes de la société civile (Plateforme pour la Gestion Durable des Forêts (PGDF), Cadre de Concertation des organisations de la société civile et des populations autochtones (CACO REDD) et Publiez ce

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





que vous payez (PCQVP)) concernées par les problématiques de transparence, de gouvernance forestière et climatique et des droits des communautés locales et autochtones.

Objectifs

1. Effectuer une restitution de la tournée européenne et du suivi convenu.
2. Identifier les priorités de plaidoyer au niveau national, régional et international.
3. Réfléchir sur les possibilités de renforcer des synergies pour des actions conjointes en faveur de la gouvernance forestière et climatique et des droits des communautés.

Résultats

- Les participants sont édifiés sur la tournée européenne.
- Les plateformes s'engagent à renforcer leur synergie pour des actions communes de plaidoyer.
- Une déclaration commune sur la vision des OSC relative aux enjeux de gouvernance des ressources naturelles est adoptée.

Participants (18)

- Coordination des plateformes : 1 Comptoir Juridique Junior, 2 Caco REDD, 1 ITIE
- OSC organisatrice (s) : 2 OGDH, 1 RPDH, 1 FGDH
- OSC clés : 1 CAGDF, 1 Association des Femmes Juristes, 1 ADHUC, 1 ADPPA, 1 OSC locale, 1 Justice et Paix
- Personnes ressources : Fern, PFDE, Vox TV, WRI

Date et lieu

Mardi 29 mai 2018 à l'hôtel Hippocampe, Brazzaville

Programme

9h00-9h30 : Arrivée des participants et café

9h30-9h45 : Mots de Bienvenue de l'OGDH /RPDH/FGDH/Fern

9h45-10h00 : Tour de table pour recueillir les attentes des organisations par rapport à la réunion

10h00-10h30 : Bref aperçu sur les enjeux liés à la gouvernance forestière en République du Congo (PFDE)

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





10h30 – 11h30 : Contextualisation de la tournée européenne et restitution (Fern, OCDH et RPDH)

11h30- 13h00 : Constitution des travaux de groupe et présentation du projet de déclaration (OCDH)

13h00-14h00 : Pause-déjeuner

14h00 -15h30 : Travaux de groupes pour l'identification de messages communs et d'actions conjointes possibles de plaidoyer et prochaines étapes

- APV/FLEGT et ITIE – OCDH/CAGDF/PCQVP
- REDD+ (CAFI) et révision des contributions déterminées au niveau national de la République du Congo – RPDH/Cerveau Vert/Fern
- Foresterie communautaire- FGDH/CJJ

15h30 – 16h00 : Restitution des travaux de groupe

16h00 – 16h30 : Amendements et adoption de la déclaration commune des organisations participantes

16h30 : Fin de la réunion

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



Liste de présence

N°	Noms & Prénoms	Structures	Fonctions	Contacts
1	Loubaki Orlove	AFC	Membre	orloveloukabi@gmail.com
2	Ampie Calvin	OCDBE/VERT	Administrateur	ocdbevert@gmail.com
3	Bansimba joel	ADHUC	Assistant juridique	Adhuc95@gmail.com
4	Assen Bozie Clovin	AGODEC	Membre ITIE	assenclovin@gmail.com
5	Ndjia Michelin	ACEEM	Membre	+242 05 521 57 34
6	Nganga Jean	ADPPA	Président	adppacongo@gmail.com
7	Mounzéo Christian	RPDH	Président	cmounzeo@gmail.com
8	Trésor Nzila	OCDH	Directeur exécutif	nzilatresor@ocdh-brazza.org
9	Itoua André	FGDH	RAF	andreitoualouvoua@gmail.com
10	Kalenga Marie Ange	FERN	Responsable	marieange@fern.org
11	Sonkoue Michelle	CED	Observatrice	sumichelle2000@yahoo.fr
12	Patrice Bankuimo	Consultant indépendant	Observateur	+237 693 27 69 62
13	Ossissou Jacques	PFDE	Coordonnateur	jackossissou@gmail.com
14	Ndakouzou Guy	CIEDD/RCA	Adj. Coordonnateur	ndakouzouguyjalien@yahoo.fr
15	Mbemba Jasmin	Caco-redd	Vice-président	mbembajasmin@gmail.com
16	Barros Lilian	CJJ/PGDF	Superviseur principal	laurinlilianbarros@gmail.com
17	Arsène Séverin	VOA	Correspondant	severinarsene@gmail.com
18	Louzola Bled	CAGDF	Chargé programmes	bled_louzola@yahoo.fr
19	Obemi Rhomel	CJP	Assistant programmes	rhomel15@hotmail.com

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.



20	Maixent Agnimbat	FGDH	Administrateur général	maixentfort@gmail.com
21	Bemba René	RPDH	Chargé plaidoyer	bdarnelbemba@yahoo.com
22	Ntietié Alban	OCDH	Chargé projet	malbancherubin@gmail.com
23	Kiyindou Nina	OCDH	Responsable programme	ninakiyindou@yahoo.fr
24	Ossibi Ngakosso	Semaine Africaine	Journaliste	+242 06 676 79 41
25	Mbossa Okandze	Semaine Africaine	Journaliste	esperanciambossa@gmail.com

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.





Déclaration finale

Déclaration des organisations de la société civile congolaise œuvrant dans le domaine de la gouvernance forestière et climatique

Juin 2018

En dépit des acquis relatifs aux réformes législatives et de gouvernance qui ont permis la mise en place d'institutions de suivi des activités forestières notamment une transparence accrue des recettes générées par l'industrie du bois ainsi qu'une plus grande participation de la société civile aux processus de décisions, de nombreux défis persistent. La faible cohérence des lois et des politiques ayant un impact sur les forêts y compris une coordination intersectorielle insuffisante, l'ampleur de la corruption et de l'impunité et l'absence de reconnaissance effective des droits des communautés locales et populations autochtones, accentuent les problèmes de gouvernance.

Le rôle de l'Union européenne en tant que partenaire technique et financier de la République du Congo ainsi que sa responsabilité en tant qu'importateur de bois et de commodités présentant des risques pour les forêts, restent importants et doivent se traduire par une diplomatie soucieuse des forêts, un soutien accru au Plan d'action *FLEGT* et en particulier aux *APV*, la promotion de la gestion forestière communautaire ainsi que la prise de mesures concrètes pour mettre fin à la déforestation et lutter contre le changement climatique.

Cette déclaration souligne l'importance pour la République du Congo de tenir ces engagements à travers la consolidation des acquis, une meilleure coordination de toutes les réformes de gouvernance en cours et la participation libre et indépendante des acteurs impliqués dans la gouvernance forestière et des ressources naturelles...

suite au lien suivant : <https://loggingoff.info/fr/document/declaration-des-organisations-de-la-societe-civile-oeuvrant-dans-le-domaine-de-la-gouvernance-forestiere-et-climatique-brazzaville-republique-du-congo-juin-2018/>

Cette réunion était financée par le programme UK Aid du gouvernement britannique. Cependant, les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.

